

MISE A MORT DU LOGEMENT SOCIAL ?



HOLD UP DU GOUVERNEMENT
MACRON SUR LE LOGEMENT AU
PROFIT DES PLUS RICHES !

Après la baisse des APL d'octobre
2017, Macron veut baisser les APL
de 60€ supplémentaires pour les
locataires du logement social en
imposant aux bailleurs de
compenser par une baisse de
loyer.

SELON LES ESTIMATIONS DES BAILLEURS
SOCIAUX, 120 OPH SUR 270 ET 70 ESH SUR 230
SONT EN PÉRILS

AU FINAL CE SONT LES LOCATAIRES, LES EMPLOIS
DIRECTS ET INDIRECTS QUI SONT MENACÉS !

HOLD UP DU GOUVERNEMENT MACRON SUR LE LOGEMENT AU PROFIT DES PLUS RICHES !

Depuis plusieurs années, afin de renflouer les caisses de l'Etat, tous les gouvernements qui se sont succédés pillent le logement social et Action Logement (1% logement). Cependant jamais aucun gouvernement n'a osé attaquer aussi durement les locataires et les bailleurs sociaux.

En effet, après les attaques sur le Code du Travail, la hausse de la CSG pour les retraités, la prochaine la refonte du système d'indemnisations de Pôle Emploi et la future réforme sur la formation professionnelle, le Gouvernement Macron, en baissant les APL a ouvert la « boîte de Pandore ». Il y a fort à parier que d'autres mesures antisociales verront encore le jour.



Dans le même temps, le Patronat va encore bénéficier d'une baisse de ses cotisations sociales, d'aides financières accrues, l'ISF réduit et ce sans aucune contrepartie (rappelez-vous les baisses de la TVA sur la restauration, le CICE qui n'ont jamais démontré leur efficacité sur l'emploi). Nous attendons toujours la création du million d'emplois promis par le MEDEF.

La nouvelle baisse des APL programmée depuis le 01 octobre 2017 est un nouveau coup dur porté par le Gouvernement sur une population déjà fragilisée par des revenus stagnants.

En outre, Le Gouvernement Macron indique que les nouvelles baisses des APL à venir seront compensées par une baisse des loyers. En réalité, cette baisse des loyers sera supportée par les locataires du fait que les bailleurs sociaux ne pourront plus entretenir leur parc, construire. Ceci et obligera également les bailleurs à réduire leurs effectifs.

Selon les estimations des bailleurs sociaux, ces mesures vont mettre en péril 120 OPH (Office Public de l'Habitat) sur 270 et 70 ESH (Entreprise Sociale de l'Habitat) sur 230. Au-delà des suppressions d'emplois à venir dans le secteur du logement social, des milliers d'emplois indirects sont menacés (BTP, Entreprises sous-traitantes, prestataires ...).

Au final ce sont bien les conditions de vie des locataires qui seront impactées par ces mesures gouvernementales.

La CGT et son Association de défense des locataires, INDECOSA-CGT soutiendront toutes les initiatives prises par l'ensemble des intervenants sur le logement pour faire reculer ce Gouvernement qui n'aide plus que les riches.

Nos propositions :

Retour de l'aide à la pierre qui seule permettrait de construire des logements à loyers abordables qui génèreraient des loyers ne dépassant pas 20% des revenus. Ce retour des aides à la pierre entraînerait des créations massives d'emplois par la construction de logements économes en énergie.

Aujourd'hui, la construction des logements sociaux est possible uniquement avec les fonds propres issus de la perception des loyers et de la vente de logements. Le retour des aides à la pierre libèrerait les fonds propres nécessaire pour la réhabilitation, la rénovation et l'entretien du parc existant.



J'❤ mon HLM,
le service public !